

M. WALSH: Ils préconisent une politique de libre-échange et ils appuient le Gouvernement qui est responsable de ce budget. Le parti libéral canadien est-il un parti homogène ou bien est-il composé de membres qui cherchent à se faire élire sur la foi de ce qu'ils ont accompli comme libre-échangistes, protectionnistes et que sais-je encore?

Le très hon. M. BENNETT: On l'ignore la plupart du temps.

M. WALSH: Le ministre des Finances a présenté un budget qui impose certains droits douaniers. Si mes honorables collègues de l'Ouest parcouraient nos centres industriels tels que Cornwall et d'autres villes comme celle-là, où la subsistance de la population est si étroitement liée au sort de l'industrie, ou tenaient aux cultivateurs des environs le langage que nous avons entendu dans cette enceinte, je crains qu'ils sonneraient le glas du régime libéral au Canada. J'éprouve la plus vive sympathie pour nos amis de l'Ouest et ce n'est pas là une simple banalité. Je me rends compte que l'Ouest produit une denrée qui doit trouver des débouchés dans les marchés de l'univers, et je suis certainement disposé à aider, par tous les moyens possibles, nos cultivateurs à la vendre aux conditions les plus avantageuses.

Mais je demande à mes honorables amis d'avoir à leur tour un peu de sympathie pour ceux de l'Est qui ont partagé le sort de l'industrie toute leur vie. Je leur demande d'avoir un peu d'égards pour les ouvriers de nos usines et pour nos cultivateurs, dont la subsistance dépend de ces centres de population. C'est tout ce que je demande. Je ne demande pas de haute protection, car je ne suis pas protectionniste à outrance. Je crois au degré de protection qui assure l'existence d'une industrie et lui permet de réaliser des profits suffisants pour qu'elle puisse donner de l'emploi au plus grand nombre possible d'ouvriers. C'est à cela que se borne mon plaidoyer et je prie mes honorables collègues de l'Ouest de ne pas rechercher leur propre bien-être aux dépens de groupements entiers de l'Est. Manifestez un peu plus de sympathie pour ceux qui doivent gagner leur vie dans les manufactures et pour les cultivateurs qui dépendent d'eux pour vendre leurs produits.

Je crois que nous pouvons trouver un terrain d'entente. Je concède, que dans le passé, certains droits ont été beaucoup trop élevés. Je veux bien qu'on les abaisse à un niveau équitable mais je ne veux pas de droits qui forcent nos industries à fermer leurs portes. Mes honorables amis croient peut-être que ceux de mon groupe voient la situation trop en noir. Je n'exagère pas en disant au comité que déjà

[L'hon. M. Dunning.]

une industrie de ce pays a fermé ses portes, comme résultat de la concurrence américaine. Ainsi que le sait le ministre des Finances, deux manufactures de velours n'ont pu résister, et leurs employés des deux sexes sont maintenant aux crochets du public. Il n'est pas étonnant que le ministre du Travail dise à la Chambre que le nombre des assistés est plus grand, et que le chômage s'accroît. C'est pour cette raison.

M. GRAY: Quand a-t-il dit cela?

M. WALSH: C'est d'après ses propres rapports.

L'hon. M. MACKENZIE: Son dernier rapport était dans un sens tout opposé.

M. WALSH: Consultez le rapport de février dernier, et comparez-le avec celui de février de l'année antérieure. Mettez en regard les conditions actuelles.

M. ROSS (Moose-Jaw): Les employés industriels ou ceux qui touchent le secours?

M. WALSH: Voici mon point: Je prie les honorables députés de l'Ouest de témoigner un peu plus de considération pour l'Est. Ils le peuvent sans renier leurs principes, ou diminuer leur influence dans leurs circonscriptions respectives.

M. ROSS (Moose-Jaw): Un mot seulement en réponse à mon honorable collègue de Mont-Royal.

M. SPENCE: Un autre libre-échangiste.

M. ROSS (Moose-Jaw): Oui, et fier de l'être. L'honorable député dit que l'abaissement des droits sera une cause de chômage. Jusqu'à ce jour, on ne nous a jamais démontré si oui ou non une réduction de droits est funeste pour les employés, mais on a certainement prouvé à l'évidence que plus les droits sont élevés plus les sans-travail sont nombreux. En 1930, le leader actuel de l'opposition a parcouru tout le pays en disant au peuple qu'il lui aiderait au moyen du tarif, qu'il procurerait du travail aux chômeurs.

M. MacNICOL: Et il a tenu parole.

M. ROSS (Moose-Jaw): Nous n'avons qu'à nous reporter aux archives, et nous voyons que d'année en année, la hausse des droits a été suivie d'un chômage plus considérable dans l'industrie. En même temps, les salaires ont baissé, et chaque employé industriel a touché moins. Les honorables membres n'ont pas besoin de nous dire que nous cherchons à ruiner l'industrie canadienne en réduisant les droits, parce que chaque fois qu'ils ont été abaissés, les industriels du pays ont embauché plus de gens et payé de meilleurs salaires. Ce sont des faits.